

Insee Dossier

Nord-Pas-de-Calais



N° 1

Décembre 2014

Atlas industriel Bilan et enjeux

Édition 2014
Tome 1

Sommaire

Synthèse	2
Histoire industrielle	6
L'industrie régionale aujourd'hui	20
Organisation de l'appareil productif	20
Emplois et salaires	32
Approche comptable et financière	40
Ouverture à l'international	58
Les enjeux pour l'avenir	64
Recherche et innovation	64
Renouvellement de la main-d'œuvre	72
Énergie, environnement et développement durable	76
L'industrie dans les zones d'emploi	80
Arras	80
Berck - Montreuil	84
Béthune - Bruay	88
Boulogne-sur-Mer	92
Calais	96
Cambrai	100
Douai	104
Dunkerque	108
Flandre-Lys	112
Lens - Hénin	116
Lille	120
Maubeuge	124
Roubaix - Tourcoing	128
Saint-Omer	132
Valenciennes	136
Sources, définitions et nomenclatures	140
Bibliographie	142

Dossier réalisé par : Jean Bresner, Véronique Bruniaux, Fabrice Danielou, David Desrivierre, Annie Firlej
Rédaction en chef : Yohan Baillieul
Composition et mise en page : Claude Visayze
Suivi partenarial : Nathalie Damiens (SGAR), Sylvie Duchassaing (CCI de région Nord de France), Stéphane Humbert (Conseil régional),
Christine Michalicki (Conseil régional)

1. Synthèse

Dès le XIX^e siècle, le Nord-Pas-de-Calais a fortement contribué à l'essor de l'industrie nationale. Spécialisée au départ dans le domaine du textile, de l'extraction charbonnière puis plus tard dans la métallurgie, la région s'est tournée dans les années 1960 - 1970 vers l'industrie automobile et les industries associées sous l'impulsion de l'État, désireux de trouver une industrie de substitution après la fermeture des mines. Depuis, le tissu industriel régional a continué à muter : certaines activités se sont développées, d'autres ont quasiment disparu. Toutefois, le volume d'emplois générés par l'industrie a continué à se restreindre et l'emprise de ce secteur sur l'emploi régional s'est considérablement amoindrie. La région prépare aujourd'hui son avenir industriel en s'appuyant sur des pôles de compétitivité et d'excellence de premier plan et également sur l'engagement d'une « Troisième révolution industrielle » inspirée des travaux de l'économiste Jeremy Rifkin. Cette théorie est basée sur cinq piliers : le développement des énergies renouvelables, leur généralisation à l'échelle de chaque bâtiment, le déploiement des technologies de stockage, l'utilisation d'internet pour transformer le réseau électrique en système intelligent et enfin la réinvention de la mobilité des personnes. La synergie entre ces différents piliers devrait permettre d'augmenter considérablement la productivité dans l'industrie et constituer un gisement important d'emplois.

L'industrie régionale aujourd'hui

En 2011, l'industrie du Nord-Pas-de-Calais représente 6,6 % de l'emploi industriel en France

En 2011, dans la région Nord-Pas-de-Calais, 204 300 personnes sont salariées de l'industrie. Cela représente 6,6 % de l'emploi industriel de France métropolitaine soit une part un peu plus élevée que celle du Nord-Pas-de-Calais dans l'emploi salarié français (5,9 %). Si l'empreinte industrielle est encore légèrement plus marquée qu'en France, l'écart s'amenuise depuis plusieurs décennies.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, l'emploi industriel est concentré géographiquement : cinq zones d'emplois regroupent un salarié sur deux (Lille, Valenciennes, Dunkerque, Béthune - Bruay et Roubaix - Tourcoing). Néanmoins, les poids respectifs de ces zones ont varié en quinze ans, traduisant notamment un repositionnement de certaines d'entre elles vers des fonctions tertiaires métropolitaines. L'emploi industriel est également un peu plus concentré dans les établissements de plus de 50 salariés qu'en moyenne nationale. Quatorze établissements, spécialisés dans des domaines variés tels que la fabrication de verre, la fabrication de matériels de transport ou encore la métallurgie comptent plus de 1 000 salariés.

Les quatre secteurs les plus représentés en région sont également les plus prépondérants en France métropolitaine : *fabrication de matériels de transport, métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements, fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* et enfin *fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques*. L'activité industrielle du Nord-Pas-de-Calais est cependant plus concentrée dans ces secteurs qu'en France. Ils représentent ainsi 54 % des effectifs industriels en région contre 47 % en France métropolitaine. Parmi ces secteurs, la fabrication de matériels de transport est en outre le secteur le plus concentré dans la région : les quatre plus grands établissements emploient 46 % des salariés du secteur.

La dépendance géographique de l'industrie régionale est proche du niveau observé ailleurs en France : six salariés sur dix dépendent d'un centre de décision implanté hors de la région. Par contre, les centres de décisions régionaux contrôlent relativement peu d'effectifs en dehors des limites régionales. Le Nord-Pas-de-Calais se situe à ce titre dans le dernier tiers des régions de France métropolitaine. Parmi les liens de contrôle exercés par la région, ceux associés aux régions Rhône-Alpes et Picardie sont les plus forts.

Durant les dernières décennies, la concentration des effectifs industriels au sein de groupes d'entreprises s'est fortement accrue. Aujourd'hui, avec un peu plus de quatre salariés sur cinq dépendant d'un groupe, la région Nord-Pas-de-Calais affiche une situation comparable à celle de la France métropolitaine. La présence des groupes en région dépend beaucoup de la spécialisation sectorielle du territoire. Ils sont en particulier très présents dans l'industrie chimique. L'importance des liens économiques entre notre région et la Belgique se traduit notamment par une très forte présence des groupes industriels belges sur notre territoire : 44 % des établissements appartenant à un groupe étranger dépendent d'un groupe belge, soit 25 % des effectifs salariés.

Plus d'un tiers de l'emploi industriel a disparu en vingt ans

Depuis vingt ans, l'emploi salarié direct dans l'industrie française régresse, malgré un léger rebond dans les années 2000. Plusieurs phénomènes concourent à cette diminution : une modernisation continue des moyens de production aboutissant à l'augmentation de la productivité ; de profondes mutations dans l'organisation des entreprises ; les effets de la mondialisation et les délocalisations vers des pays où le coût du travail est plus faible. Même si certains emplois auparavant industriels ont été captés par le secteur des services, la perte d'emplois est franche. Dans le Nord-Pas-de-Calais, entre 1990 et 2011, cette baisse atteint ainsi 35 %, soit plus de 110 000 emplois, contre 28 % au niveau national.

Néanmoins, tous les secteurs ne sont pas concernés par cette érosion. Les secteurs *fabrication de matériels de transport* et *industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution* sont les seuls à avoir évolué favorablement durant ces vingt années. Sur la période récente, l'évolution de l'emploi dans le secteur *fabrication de matériels de transport* est toutefois orienté à la baisse, tandis que le secteur des *industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution* se maintient voire progresse.

Le secteur le plus concerné par la baisse des effectifs est celui de la *fabrication d'autres produits industriels*. Un emploi sur deux a disparu en vingt ans dans ce secteur. En son sein, les activités de *fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure* ont été les plus touchées avec une perte de quatre emplois salariés sur cinq. Mais les activités *métallurgie et fabrication de produits métalliques*

à l'exception des machines et des équipements et travail du bois, industries du papier et imprimerie sont aussi très touchées (respectivement moins quatre emplois sur dix et moins cinq emplois sur dix). Les secteurs fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac et fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines ont également connu une évolution défavorable mais dans une moindre mesure.

Parallèlement, la composition socioprofessionnelle de l'emploi industriel évolue. La recomposition observée découle d'une part de la mise en place de systèmes de production toujours plus performants nécessitant une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée et, d'autre part, de la disparition progressive de certaines tâches demandant peu de qualifications. La proportion d'ouvriers dans l'industrie est ainsi passée de 71 % à 55 % en trente ans. Dans le même temps, les parts des professions intermédiaires et des cadres et professions intellectuelles supérieures ont augmenté. Toutefois, en 2010, l'emploi salarié industriel régional se distingue du niveau national par une proportion d'ouvriers plus forte (+ 9 points) et par un déficit de cadres (- 5 points).

Si, en France, l'emploi industriel est très majoritairement occupé par des hommes, ils sont encore plus présents en Nord-Pas-de-Calais : 81 % contre 72,5 % en France métropolitaine.

L'industrie est un secteur plus âgé que les autres secteurs d'activités. Les salariés de plus de 50 ans représentent en particulier 25 % des effectifs contre 20 % pour l'ensemble de l'emploi salarié. La région se démarque toutefois par une proportion un peu plus forte qu'ailleurs de jeunes de moins de 30 ans dans l'industrie.

Avec un montant de 15,3 €, le salaire horaire brut médian est assez proche du niveau national. Il existe cependant de fortes disparités salariales entre les différents secteurs industriels. Comme en France, les quatre secteurs les plus rémunérateurs en région sont : cokéfaction et raffinage (27,6 €), production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (20,7 €), industrie pharmaceutique (19,5 €) et industrie chimique (19,2 €).

Des salariés plus souvent reliés à des entreprises à faible productivité

Du point de vue de la productivité apparente du travail, mesurant la valeur ajoutée produite par unité de travail, les effectifs industriels régionaux dépendent un peu plus d'entreprises à faible productivité : 21 % contre moins de 16 % à l'échelle nationale. La configuration diffère néanmoins nettement d'un secteur à l'autre. Au sein des industries agroalimentaires, près de 42 % des effectifs régionaux sont associés à des entreprises à productivité élevée contre à peine 31 % en France. C'est l'inverse pour la fabrication de matériels de transport : cela concerne 32 % des effectifs régionaux contre plus de 43 % en France.

En se concentrant sur les seules entreprises associées plus spécifiquement au tissu industriel régional, qualifiées de Mono et quasi monorégionales (MQM), la productivité apparente du travail est presque deux fois plus importante dans les industries pharmaceutiques et chimiques que dans celles du textile. Ces différences sectorielles reposent notamment sur les écarts en termes d'intensité capitaliste, c'est-à-dire de la quantité de capital utilisée par unité de travail : celle-ci est cinq fois plus élevée pour les entreprises MQM des industries pharmaceutiques que celles des industries textiles.

La richesse dégagée par les différents secteurs industriels régionaux dépend bien évidemment des productivités apparentes du travail respectives mais également du poids des activités dans l'ensemble de l'industrie régionale. Ainsi, les trois secteurs industriels les mieux représentés en région sont ceux qui contribuent le plus à la richesse dégagée par l'industrie du Nord-Pas-de-Calais : les industries agroalimentaires, la métallurgie et la fabrication de matériels de transport. Dans d'autres secteurs, tels que les industries textiles, le positionnement est différent. Si celles-ci ne contribuent qu'à hauteur de 3,6 % à la richesse dégagée par l'industrie régionale, elles représentent encore près de 7,6 % de la richesse dégagée par le textile national.

Le taux de marge associé aux activités industrielles apparaît à l'inverse moins favorable en Nord-Pas-de-Calais : 34 % des effectifs industriels régionaux sont associés à des entreprises à faible taux de marge contre 23 % à l'échelle nationale. Toutefois, si une majorité de secteurs présentent une configuration analogue, d'autres se distinguent au contraire par une plus forte dépendance vis-à-vis d'entreprises à taux de marge élevé. C'est particulièrement le cas des industries pharmaceutiques : près de 52 % des effectifs régionaux dépendent d'entreprises à taux de marge élevé contre moins de 28 % en France. C'est également le cas, dans une moindre mesure, de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastiques ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques.

Concernant les entreprises MQM, le taux de marge est bien plus élevé pour les industries chimiques, agroalimentaires et pharmaceutiques que pour la fabrication de textile, la fabrication de matériels de transport ou encore le travail du bois.

Du point de vue du taux d'endettement, le positionnement des effectifs industriels régionaux est largement similaire à celui observé en France : un quart dépend d'entreprises à taux d'endettement faible et, un cinquième, d'entreprises à taux d'endettement important. Certains secteurs régionaux, comme les industries pharmaceutiques, se caractérisent par une plus forte association à des entreprises à endettement faible : 57 % des effectifs sont concernés contre 21 % en France. C'est l'inverse pour d'autres secteurs comme la métallurgie : 36 % des effectifs régionaux dépendent d'entreprises à taux d'endettement élevé contre 26 % en France.

Parmi les MQM, certains secteurs industriels sont caractérisés par un moindre endettement, la part des financements propres y étant plus importante : c'est notamment le cas de la fabrication d'équipements électriques, des industries agroalimentaires ou encore des industries pharmaceutiques.

1. Synthèse

Des échanges de marchandises qui repartent à la hausse depuis 2009

Au cours des quinze dernières années, les échanges de marchandises entre la région et les autres pays ont globalement progressé. Entre 1999 et 2007, leur volume a crû, avec un équilibre entre exportations et importations qui atteignaient 36 milliards d'euros en 2007. La forte chute enregistrée entre 2008 et 2009 a été enrayée et les échanges sont repartis à la hausse. Néanmoins, même si la reprise des échanges est palpable, le déficit commercial s'est creusé depuis 2009. En 2011, il atteignait 6,1 milliards d'euros avant de légèrement diminuer.

La structure des marchandises échangées diverge du niveau national. Ainsi, les exportations d'*autres produits industriels (produits métallurgiques et métalliques, produits chimiques, parfums et cosmétiques, produits pharmaceutiques)* ainsi que de produits des *industries agroalimentaires* sont, en proportion, plus importantes qu'au niveau national. Pour ce qui concerne les importations, les *autres produits industriels, produits pétroliers raffinés et coke et produits des industries agroalimentaires* sont surreprésentés par rapport au niveau de la France métropolitaine.

La balance commerciale, bien que globalement déficitaire, présente un excédent pour la *fabrication de matériels de transport* ainsi que pour les *produits des industries agroalimentaires*. Le déficit commercial de la région est en particulier tiré par les importations de *produits pétroliers raffinés et coke* ainsi que par les *équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique*.

L'Union européenne constitue le principal partenaire commercial du pays et de la région. Le Nord-Pas-de-Calais exporte en proportion vers l'UE davantage de marchandises qu'elle n'en importe. Les marchandises sont essentiellement échangées avec des pays proches. La Belgique est en particulier le pays avec lequel la région échange le plus : 27 % des marchandises exportées par la région et 18,6 % des importations. L'Allemagne figure également en bonne place parmi les partenaires commerciaux du Nord-Pas-de-Calais (13,5 % des exportations et 11,9 % des importations régionales).

Les enjeux pour l'avenir

Les dépenses en matière de recherche et développement : des marges de progrès en Nord-Pas-de-Calais

Face à la forte concurrence des économies émergentes, les pays européens doivent recentrer leur production sur des produits toujours plus innovants. La Recherche et le développement (R&D) constitue un des moyens pour atteindre ce but. Bien qu'inférieure à l'objectif de 3 % fixé dans le cadre de la stratégie Europe 2020, la part du PIB français qui y est consacrée est plus importante qu'en moyenne européenne.

En région Nord-Pas-de-Calais, cette part ne représente que 0,9 % du PIB en 2010, notamment en lien avec une sous-représentation des activités orientées vers la R&D. Néanmoins, les effectifs et les dépenses régionales augmentent à un rythme permettant à la région de combler une partie de son retard. Pour financer les travaux de R&D, les entreprises bénéficient d'un dispositif fiscal : le Crédit impôt recherche (CIR). Celui-ci est devenu la première source de financement public. En 2010, près de 700 entreprises du Nord-Pas-de-Calais ont effectué une déclaration dans le cadre du CIR et 470 en ont bénéficié, soit respectivement 4 % et 3,7 % du total national.

Les dépôts de brevet permettent de prendre en partie la mesure des investissements effectués dans le domaine de la R&D. Tous secteurs confondus, les brevets déposés en Nord-Pas-de-Calais ne représentent que 2,3 % des brevets nationaux déposés en 2012, la région Île-de-France restant très largement en tête avec près d'un sur trois.

Afin de favoriser le développement économique, certaines activités se sont structurées dans la dernière décennie autour de pôles de compétitivité, de pôles d'excellence et de grappes d'entreprises. En 2012, la France compte 71 pôles de compétitivité dont 7 implantés en Nord-Pas-de-Calais. Sans qu'il puisse être établi de lien de causalité entre appartenance à un pôle de compétitivité et innovation, les entreprises industrielles qui sont membres d'un pôle innovent plus fréquemment.

Une main-d'œuvre confrontée à un fort renouvellement dans les années à venir

Comme l'ensemble des secteurs, l'industrie est confrontée à la question du renouvellement de ses effectifs. Cet enjeu est particulièrement fort dans l'industrie, la part des salariés de plus de 50 ans y étant plus importante qu'ailleurs. Il est pourtant difficile d'apporter une réponse précise à cette question. Plusieurs facteurs externes sont à prendre en compte : la modernisation de l'appareil productif qui continuera de générer des gains de productivité et nécessitera moins de main-d'œuvre, les modifications de comportement des actifs ou les politiques publiques en faveur du maintien en poste des seniors. La conjoncture économique est également un élément fondamental. Ainsi, si elle est favorable pour un secteur, comme pour celui de la pharmacie, les recrutements pourraient être plus importants que ceux liés au seul renouvellement de la main d'œuvre. A contrario, il est probable qu'une faible part des effectifs dans le secteur textile sera remplacée si la conjoncture actuelle se poursuit.

Face aux évolutions technologiques industrielles, il faut par ailleurs recruter une main d'œuvre de plus en plus qualifiée. Dans l'industrie comme ailleurs, la part des diplômés n'a cessé d'augmenter depuis plusieurs décennies. Les diplômés restent cependant moins nombreux que dans les autres secteurs. Néanmoins, l'adéquation entre le niveau de formation initiale et le métier exercé est meilleure dans l'industrie. En particulier, moins de salariés sont surqualifiés, c'est-à-dire exercent une profession correspondant à un niveau de diplôme inférieur. Ceci est cependant moins vrai en Nord-Pas-de-Calais qu'au niveau national. L'offre régionale de formations initiales à destination des métiers de l'industrie est donc un enjeu majeur pour conserver cette adéquation et répondre au défi majeur de renouvellement de la main d'œuvre.

L'adaptation de l'offre de formation est essentielle, mais la question de l'attrait des jeunes pour l'industrie l'est également. La pénibilité du travail, l'exécution à la chaîne et la plus faible rémunération sont les principales raisons invoquées par les jeunes pour expliquer leur moindre attirance pour ce secteur. Pourtant, l'industrie garde une image sociale positive, de camaraderie et de fierté. Elle est également perçue comme nécessitant des qualifications, de la haute technicité et de l'innovation. Par ailleurs, beaucoup de jeunes estiment être mal informés sur les filières scolaires et universitaires menant aux métiers de l'industrie.

Deux autres enjeux majeurs pour l'avenir : l'énergie et la protection de l'environnement

En Nord-Pas-de-Calais, l'industrie est particulièrement énergivore et concentre la moitié de la consommation d'énergie régionale, contre un quart au niveau national. Cela s'explique en partie par la structure industrielle de la région : certaines activités, très présentes dans la région, telles que la sidérurgie ou la production de verre sont en effet très consommatrices d'énergie.

Malgré un poids dans l'industrie nationale qui régresse, le Nord-Pas-de-Calais est la région qui produit le plus de déchets mais qui en recycle aussi le plus. Dans le cadre des actions mises en place par le Plan Climat 2004, des objectifs de limitation d'émission de CO₂ ont été mis en place, particulièrement envers les entreprises industrielles. Le Nord-Pas-de-Calais représente ainsi 17 % des quotas de CO₂ affectés en France dont la moitié concerne la production d'acier. Sur le long terme, les émissions industrielles de polluants atmosphériques tendent à diminuer. La réduction des activités industrielles n'est pas la seule raison : l'utilisation d'énergies moins polluantes, la mise en œuvre de réglementations ainsi que l'engagement volontaire de certains industriels y contribuent également.

Bien qu'aujourd'hui, les activités polluantes soient davantage maîtrisées, les conséquences des activités passées ne sont pas encore toutes résolues, comme la dégradation de sols suite à des déversements de produits toxiques non contrôlés auparavant. Le Nord-Pas-de-Calais est particulièrement touché et concentre, en 2013, 12 % des sites pollués ou potentiellement pollués de France.

Enfin, bien que leur nombre soit en baisse, la région se place aujourd'hui au 6^e rang national en nombre de sites classés Seveso et au 5^e rang en nombre de sites à seuils hauts.

2. Histoire industrielle

1800-1880
1^{ère} révolution
industrielle

Découverte de
nombreux
gisements
charbonniers

Vers une
industrialisation
de la fabrication
des textiles grâce
à de nombreuses
innovations
techniques

Des ressources
abondantes en
charbon et fer et
le développement
des chemins de
fer propices
à l'essor de la
sidérurgie

La 1^{ère} révolution industrielle démarre en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle et s'étend en France au début du XIX^e siècle. De nouvelles techniques et méthodes de production des biens bouleversent les provinces françaises. Le paysage industriel du Nord-Pas-Calais se transforme.

Les usines remplacent ainsi progressivement les ateliers artisanaux et les manufactures. L'utilisation de la machine à vapeur et de machines mécanisées permet d'accroître la production et de réduire les coûts. À cette même époque, d'importants gisements de charbon sont découverts mettant à disposition des industriels des ressources à un coût d'exploitation très concurrentiel.

Le Nord-Pas-de-Calais devient le premier producteur de charbon en France

La 1^{ère} **Compagnie d'exploitation du charbon** est créée à Anzin plusieurs décennies avant la 1^{ère} révolution industrielle (1757). Elle exploite les premiers gisements de charbon découverts dans le prolongement du bassin wallon. Dès le début du XIX^e siècle, profitant des dernières innovations technologiques, cette compagnie devient l'une des premières grandes sociétés industrielles françaises. En 1838, la compagnie d'Anzin crée la première ligne ferroviaire minière.

Au cours du XIX^e siècle, de nombreux gisements charbonniers sont découverts dans le Nord-Ouest de la région. Dans le Bassin minier, composé aujourd'hui des zones d'emploi de Valenciennes, Douai, Lens et Béthune, jusque dix-huit compagnies d'exploitation sont implantées.

Le textile : un développement industriel considérable autour de Roubaix et de Tourcoing

A la fin du XVIII^e siècle, le secteur textile en Nord-Pas-de-Calais comme en France existe sous la forme de proto-industrie. Des marchands-fabricants fournissent de la matière première aux artisans ruraux possesseurs de leur métier à tisser. En contrepartie ceux-ci tissent exclusivement pour ces marchands à un tarif fixé à l'avance. Un nombre important d'artisans-fabricants se concentrent ainsi autour de Roubaix et Tourcoing.

Certaines innovations techniques vont venir bouleverser cette organisation. En 1801, Joseph-Marie Jacquard met au point un métier à tisser ne nécessitant qu'un seul ouvrier. Dans l'agglomération de Roubaix - Tourcoing, les ateliers artisanaux, alors nombreux, disparaissent progressivement. Des filatures de coton gigantesques se développent parallèlement au cours de la première moitié du XIX^e siècle. La **filature de coton Motte-Bossut de Roubaix** dite « la filature monstre » en est un des exemples les plus emblématiques. Elle dispose d'une capacité de production supérieure à l'ensemble des autres unités de Roubaix et de Tourcoing.

Naissance d'un bassin sidérurgique dans le Valenciennois et la Haute Sambre

Sous le Premier Empire, avec le développement des compagnies minières d'Anzin et d'Aniche, le besoin d'outils pour les mineurs et de petits matériels grandit. Cela impulse alors la création dans le Valenciennois et dans la région de Maubeuge d'une petite métallurgie de transformation (clouterie, boulonnerie, production de chaînes). Cette nouvelle activité vient compléter le tissu industriel existant composé de verreries et de faïenceries.

Ces territoires bénéficient parallèlement d'une situation remarquable. Le transport ferroviaire qui s'y développe permet d'acheminer plus facilement les minerais de fer et de charbon. Cela favorise la production en masse de fonte puis d'acier, nécessaires à la production des rails de chemin de fer, d'éléments de machines à vapeur et de pièces de machines textiles.

À partir des forges et fonderies qui se sont développées au cours de la première moitié XIX^e siècle vont alors naître de grands complexes sidérurgiques. C'est ainsi que les **Forges et Laminoirs d'Anzin** et la **Fonderie de Denain** fusionnent en 1849 pour devenir la **Société des hauts-fourneaux et des forges de Denain et d'Anzin**. Des innovations techniques voient aussi le jour comme par exemple la mise au point par Henri Bessemer en 1856 d'un procédé d'affinage industriel de la fonte pour fabriquer de l'acier.

Développement
d'une industrie
agroalimentaire
prospère

1880-1950
2^e révolution
industrielle

Prépondérance
de l'acier sur le fer

Naissance de
grands groupes
sidérurgiques

Charbon,
ressource
industrielle
indispensable

L'industrie textile
en pleine mutation

Développement de l'industrie agroalimentaire

Au XIX^e siècle, avec des marchés renommés et une production importante, le Nord-Pas-de-Calais est déjà une région puissante sur le plan agricole. Les innovations techniques, les investissements financiers importants et le chemin de fer favorisent alors l'émergence d'une industrie agroalimentaire.

Louis Bonduelle-Dallet et Louis Lesaffre-Roussel fondent ainsi en 1853 une distillerie de grains et de genièvre à Marquette-lez-Lille. De cette association, naîtront deux groupes internationaux : **Bonduelle** (marché du légume) et **Lesaffre** (levure).

Des innovations technologiques successives entraînent des gains de productivité importants mais aussi de profondes mutations

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, grâce à la production mécanique d'électricité et à l'invention du moteur à explosion, les gains de productivité sont décuplés. De nouvelles inventions transforment la vie quotidienne (téléphone, lampe à incandescence d'Edison...). L'automobile, puis l'avion révolutionnent les transports. L'acier l'emporte sur le fer.

Des fonderies aux usines intégrées

La seconde révolution industrielle marque la prépondérance de l'acier sur la fonte. En 1877, la mise au point du procédé « Thomas » permet l'utilisation du minerai de fer lorrain jusqu'alors trop riche en phosphate pour être exploité massivement. C'est la naissance de l'axe sidérurgique Nord-Lorraine.

La sidérurgie continue de se développer dans le Valenciennais et la vallée de la Sambre. La localisation est idéale entre le Bassin minier du Nord-Pas-de-Calais producteur de charbon et la Lorraine productrice de fer.

Progressivement, les usines sidérurgiques traditionnelles se transforment. C'est ainsi l'apparition des usines intégrées. Elles comprennent toutes les phases de production d'acier primaire : conversion du minerai en fer liquide, du fer en acier, production de blocs d'acier. Mais, la crise économique de 1929 ralentit les mutations engagées car de nombreux investissements financiers sont stoppés.

Autour des hauts-fourneaux, se développent des usines de transformation ou de façonnage du métal. Cette coexistence d'entités aboutit parfois à des rapprochements des moyens de production. Ainsi, le groupe **Vallourec**, spécialiste de la fabrication de tubes en acier, tient son origine des fonderies de Valenciennes, Louvroil et Recquignies. **Usinor** est constituée pour sa part en 1948 par la fusion de la **Société des hauts-fourneaux et des forges de Denain et d'Anzin** et des **Acéries du Nord et de l'Est**

Le Nord-Pas-de-Calais participe à la « bataille du charbon »

En 1913, le Bassin du Nord-Pas-de-Calais produit 27 millions de tonnes de charbon par an, soit 67 % de la production nationale. Il emploie alors 130 000 mineurs. Le record de production est atteint en 1930 avec 35 millions de tonnes par an.

Dès 1944, les **Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais** sont créées à partir des dix-huit compagnies minières. En 1945, la pénurie de charbon en France est générale. Maurice Thorez et le général de Gaulle décrètent la mobilisation des mineurs et lancent la « bataille du charbon ». Les Houillères du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine, et celles du Centre et du Midi contribuent dans une large mesure au relèvement économique de la France.

Au plus fort de la « bataille du charbon », les Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais emploient 222 000 mineurs. Cela correspond à l'emploi industriel régional actuel. Dès 1947, la production revient à un niveau d'avant-guerre avec 28 millions de tonnes.

Les Houillères entament alors un vaste programme de modernisation. En 1952, la production atteint le record de la période d'après guerre.

L'industrie textile entre en zone de turbulences

En 1911, l'une des plus grandes usines textiles d'Europe est créée : **La Lainière de Roubaix**. Mais les deux guerres mondiales et la crise de 1929 contraignent les grandes familles de l'industrie textile à moins investir dans l'appareil productif et à se diversifier progressivement. C'est le démarrage de la grande distribution et de la vente par correspondance.

2. Histoire industrielle

Réorganisation
des industries
agroalimentaires

Des années 1950
à nos jours : un
appareil productif
en reconversion

Réduction de la
production de
charbon : une
exploitation de
moins en moins
rentable

En 1920, la filature de coton **La Blanche Porte** démarre la vente par correspondance de draps de lits. **La société Charles Pollet** (future **La Redoute**) crée en 1922 une activité de vente par correspondance de laine.

Au début des années 1950, Gérard Mulliez (père) crée le premier réseau de magasins en franchise, spécialisés dans la distribution de fil à tricoter (**Phildar**). En 1961, Gérard Mulliez (fils) ouvre le premier magasin **Auchan** à Roubaix.

Au lendemain de la 1^{ère} guerre mondiale, les industriels de l'agroalimentaire se regroupent et se rapprochent des zones de production mais aussi des zones très peuplées potentiellement consommatrices des produits alimentaires fabriqués.

Des activités traditionnelles industrielles en crise

À partir des années cinquante, l'appareil productif du Nord-Pas-de-Calais subit de redoutables secousses qui affectent aussi l'économie française et mondiale en pleine mutation structurelle. Les activités traditionnelles, à l'origine du dynamisme économique régional sont balayées ou modernisées. L'industrie du charbon disparaît, l'industrie textile est complètement restructurée et la sidérurgie se déplace vers le littoral.

Après la seconde guerre mondiale, les produits textiles traditionnels issus de fibres naturelles comme le coton, le lin ou la laine sont directement concurrencés par les fibres synthétiques découvertes dans les années 1930. Ces dernières permettent de produire des tissus dont le façonnage est plus facile et présentant une résistance au lavage accrue.

De nouvelles activités se développent dans la région, comme la construction automobile, la grande distribution ou les services marchands. Elles ne compenseront que très partiellement les pertes d'emplois industriels dans les activités traditionnelles.

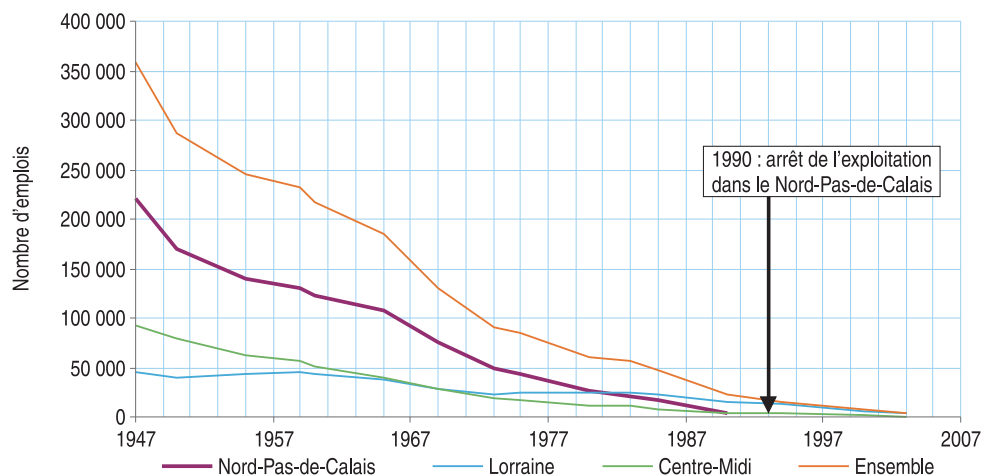
Fermeture programmée de l'activité de charbonnage

En 1950, le Nord-Pas-de-Calais produit encore la moitié du charbon français, soit 29 millions de tonnes par an, et emploie un peu moins de cent mille personnes.

Le charbon subit cependant la concurrence économique de nouvelles énergies comme le gaz ou le pétrole en raison d'une production à un coût plus faible et d'un transport plus facile. Les entreprises comme les particuliers trouvent également dans ces nouvelles énergies un mode de chauffage plus pratique.

L'exploitation du charbon du Nord-Pas-de-Calais est de moins en moins rentable. Les veines de charbon à exploiter sont peu épaisses et faillées. Le coût de production est élevé en comparaison d'abord du charbon lorrain puis plus tard du charbon produit dans des pays étrangers (pays de l'Est notamment).

1 Évolution de l'emploi dans les Charbonnages de France entre 1947 et 2003



Source : Charbonnages de France (<http://www.charbonnagesdefrance.fr>).

Développement de la sidérurgie vers le littoral grâce au coût peu élevé du transport maritime

La reconversion vers le secteur automobile

L'État organise alors la baisse de la production. En 1960, le plan Jeanneney ordonne une réduction de la production du charbon et la fermeture des puits les moins rentables. L'activité minière du Nord-Pas-de-Calais est menacée. Le plan Bettencourt, lancé en 1968, programme la fermeture des mines du Nord-Pas-de-Calais pour 1981. En raison du choc pétrolier de 1973, une ultime relance est tentée par l'État mais elle sera vite abandonnée. La dernière mine située à Oignies ferme en 1990.

Redéploiement de la sidérurgie

Entre 1945 et 1960, une forte demande de fer et d'acier perdure dans une économie en pleine croissance. La sidérurgie dépasse les frontières de la Sambre et du Valenciennois. Des usines s'implantent à Isbergues et à Outreau en raison de la proximité de rivières permettant le refroidissement de l'acier.

À partir des années soixante, le transport maritime mondial se développe permettant le transport du minerai à un coût plus faible que le transport ferroviaire. Des unités de production sidérurgique s'implantent progressivement à proximité du littoral. L'exploitation du site **Usinor** de Grande-Synthe débute en 1962, créant 4 000 emplois au cours des quatre années qui suivent. Rendues obsolètes par la stratégie de littoralisation de la production, les usines **Usinor** de Louvroil, de Trith-Saint-Léger et Denain cessent leur activité respectivement en 1978, 1987 et 1990. L'unité **Cockerill** d'Hautmont ferme en 1984.

En 1973, la crise économique mondiale liée au choc pétrolier a pour conséquence une baisse de la demande d'acier en Europe. Les sites les moins rentables ferment. La vallée de la Sambre et le Valenciennois sont particulièrement touchés. Même si dans le Valenciennois d'importants travaux de modernisation des usines et de développement des moyens de communication (construction de canaux pour gros gabarit) sont mis en œuvre, les sites de production ferment progressivement.

Industrie textile en mutation

Dès la fin des années soixante, l'industrie textile montre des signes de recul. La récession économique de 1974-1975 ne fait qu'amplifier les problèmes déjà constatés : ralentissement de la croissance du marché intérieur, forte augmentation des importations.

Pour accroître la rentabilité, les chaînes de production sont de plus en plus souvent automatisées entraînant la disparition de nombreux emplois. Parallèlement, l'arrivée de pays émergents accroît la concurrence.

Face à la crise, certaines entreprises délocalisent leurs activités, d'abord vers la Tunisie et la Turquie, puis vers la Chine et le reste de l'Asie. Plusieurs groupes se reconvertissent vers des activités plus porteuses. Par exemple, **Peaudouce** se reconvertit dans l'industrie des couches culottes. D'autres groupes textiles quittent le secteur industriel et se réorientent vers des activités commerciales : la vente par correspondance (**La Redoute**, **3 Suisses**...) ou la grande distribution (**Groupe Mulliez**).

Un plan de reconversion industrielle à l'aube des années soixante-dix

Face à la crise sociale provoquée par le déclin du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais, l'État intervient en mettant en place un plan de reconversion industrielle. C'est en pariant principalement sur l'essor du parc automobile qu'il privilégie l'implantation locale de diverses grandes unités de construction automobile. Par effet d'entraînement, celles-ci favorisent le développement d'activités nouvelles (les équipementiers automobiles) ou anciennes qui se sont spécialisées (la sidérurgie, la métallurgie, le verre pour les pare-brise, le textile pour les sièges, les plastiques, la peinture...)

En 1969, **Chausson** s'implante à Maubeuge et la **Française de mécanique** à Douvrin. Elles sont suivies par la **Régie nationale des usines Renault** à Douai en 1970. À la même époque débute la production dans trois unités spécialisées de la fabrication d'équipements automobiles : la **Société de transmissions automatiques** à Ruitz en 1970, la **Société Ducellier et cie** à Étaples en 1971 et **Chrysler France** à Hordain en 1972.

La mise en place de ce plan se traduit également par la décision de construire la centrale nucléaire de Gravelines qui permet d'assurer la mutation énergétique de la région. Enfin, avec l'implantation de l'**Imprimerie nationale** à Flers-en-Escrebieux, l'imprimerie et le papier-carton connaissent un essor.

2. Histoire industrielle

La crise économique des années quatre-vingts : contraction du tissu industriel

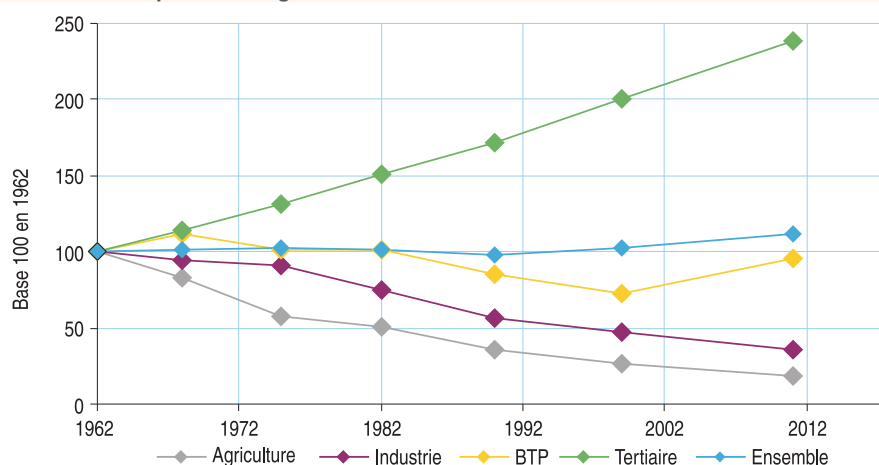
La crise économique des années quatre-vingt initiée par les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et le déclin du charbon se traduit dans la région par une forte dégradation de l'emploi industriel. Le Nord-Pas-de-Calais perd un peu plus de 200 000 emplois industriels entre 1975 et 1990, soit un tiers de l'emploi industriel de 1962.

De grands établissements des industries du textile et de l'habillement aux prises avec les exigences du marché économique connaissent de graves difficultés. **La Lainière** qui regroupe de nombreuses entreprises comme **Pingouin, Stemm, Rodier, Prouvost-Masurel** est démantelée. Des sites ferment. Mise en place en 1989, la réorganisation autour de deux activités (la production de laine et de pulls avec le réseau **Pingouin** et celle du fil industriel) ne suffit pas à redresser la situation économique. **La Lainière** est vendue en 1993 à la **filature de l'Espierre** (pour le fil à tricoter) et à une société belge spécialisée dans le rachat d'entreprises en difficulté (pour le fil industriel).

L'industrie automobile subit également une concurrence importante. Les usines automobiles récentes, fortement robotisées permettant une production élevée et moderne y résistent mieux que les implantations anciennes. La marque **Talbot** disparaît du paysage industriel régional. L'usine de Valenciennes (anciennement **Chrysler**) ferme en 1978. Celle d'Hordain est reprise par le groupe **PSA Peugeot Citroën** mais cesse complètement son activité en 1988.

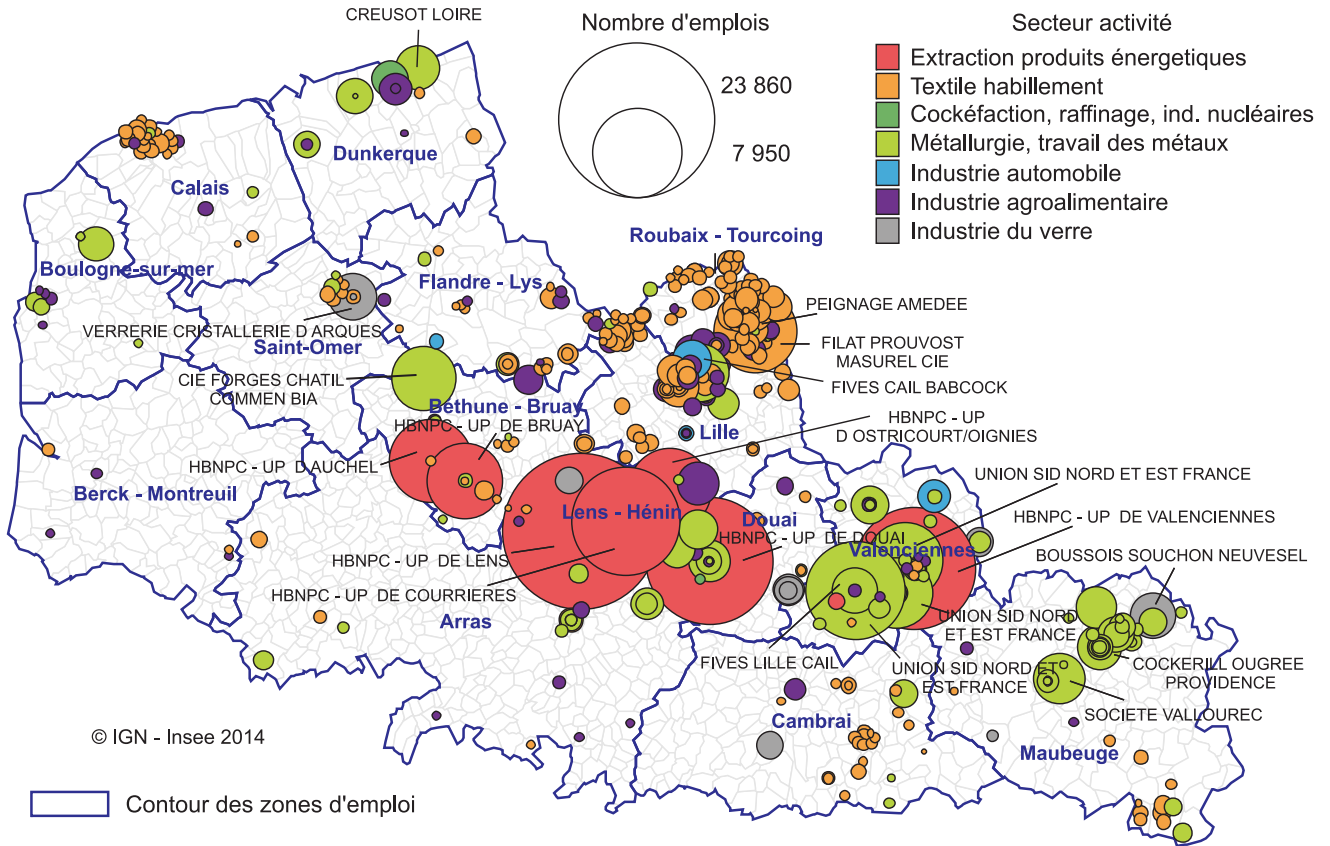
Malgré cette période économiquement difficile, le Nord-Pas-de-Calais attire toujours les constructeurs automobiles. En 1980, la **Société de mécanique automobile du Nord (PSA Peugeot Citroën)** est implantée à Trith-Saint-Léger. **Sevelnord (PSA Peugeot Citroën et Fiat Auto)** s'établit sur les communes de Lieu-Saint-Amand et Hordain, en 1988. Plus récemment, l'usine Toyota basée à Onnaing est opérationnelle depuis 2001.

2 Évolution de l'emploi total régional entre 1962 et 2011



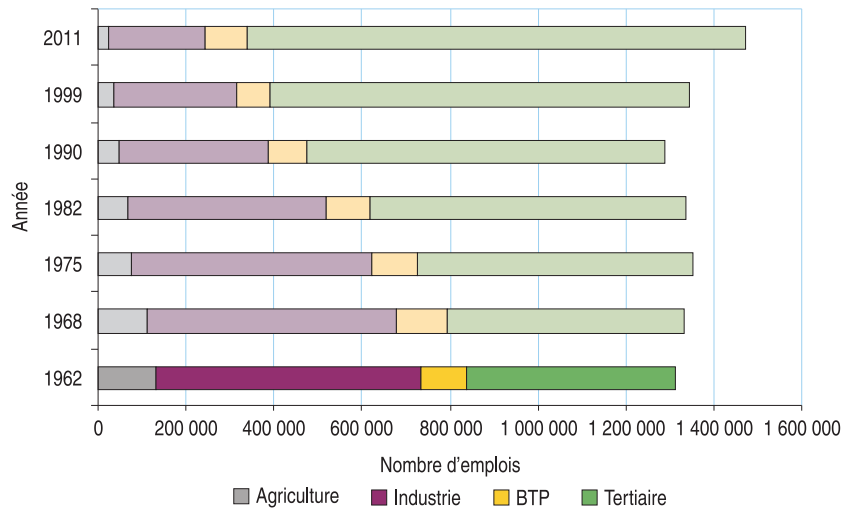
Source : Insee, recensements de population de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 et 2011.

3 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 1962



Source : Insee, fichier des grands établissements.

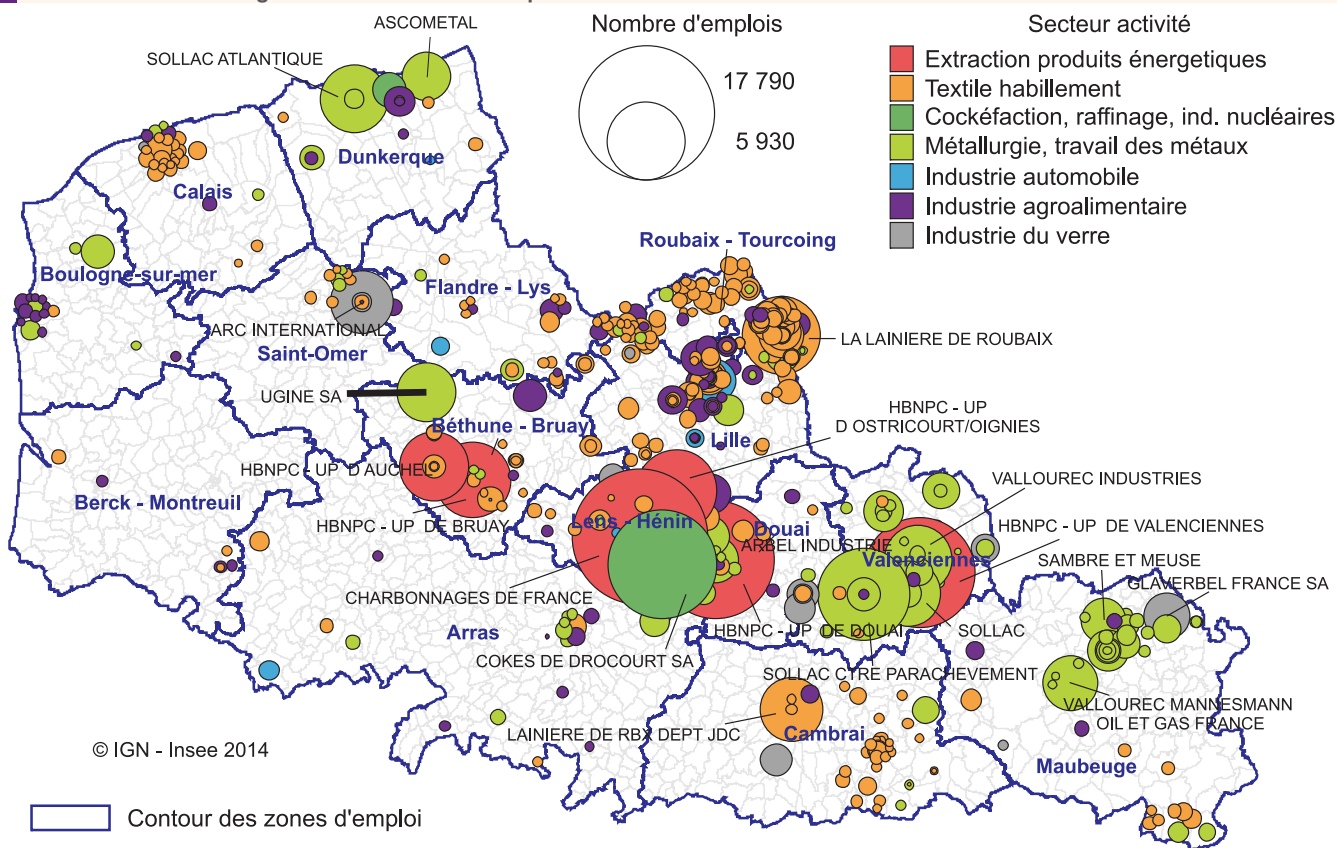
4 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 1962



Source : Insee, recensements de la population.

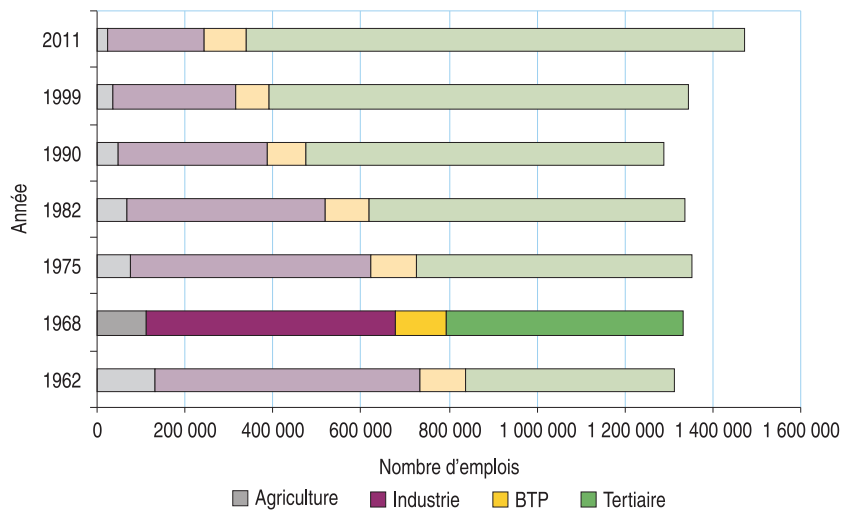
2. Histoire industrielle

5 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 1968



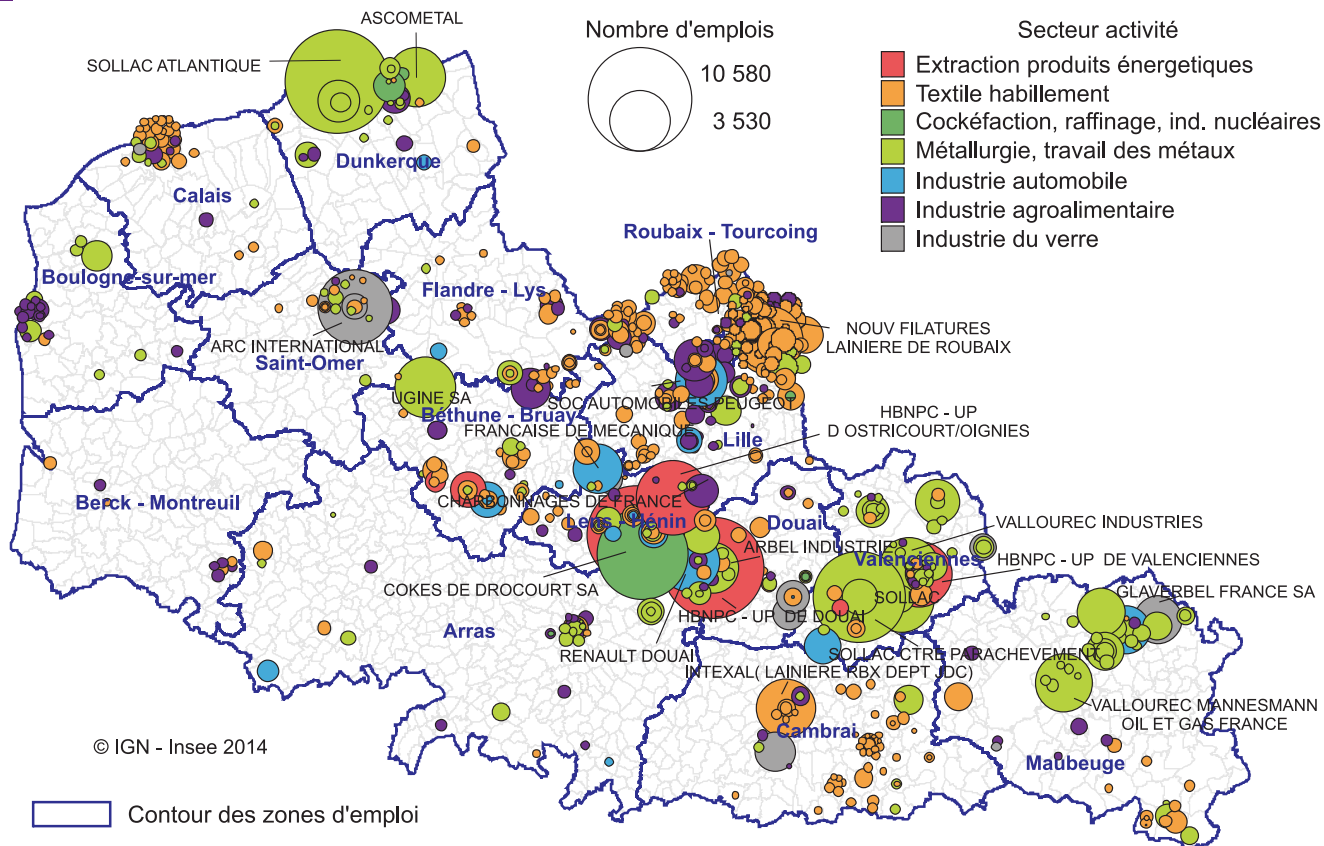
Source : Insee, fichier des grands établissements.

6 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 1968



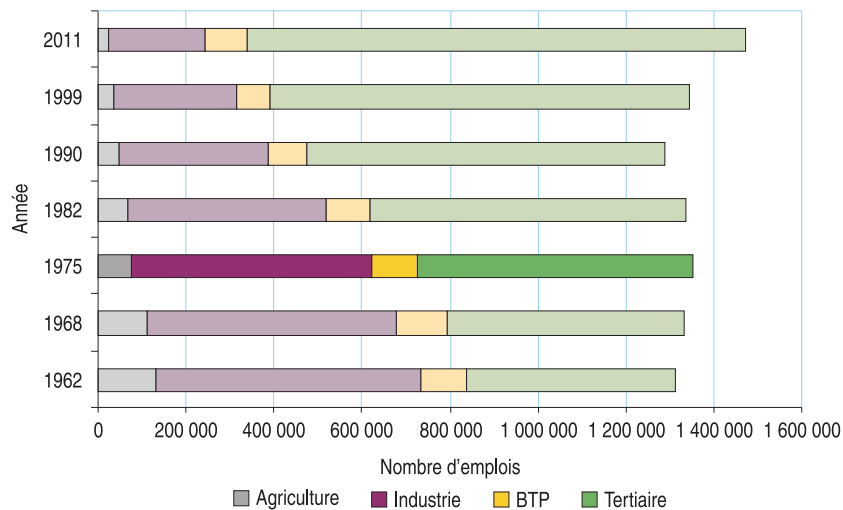
Source : Insee, recensements de la population.

7 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 1975



SSource : Insee, fichier des grands établissements.

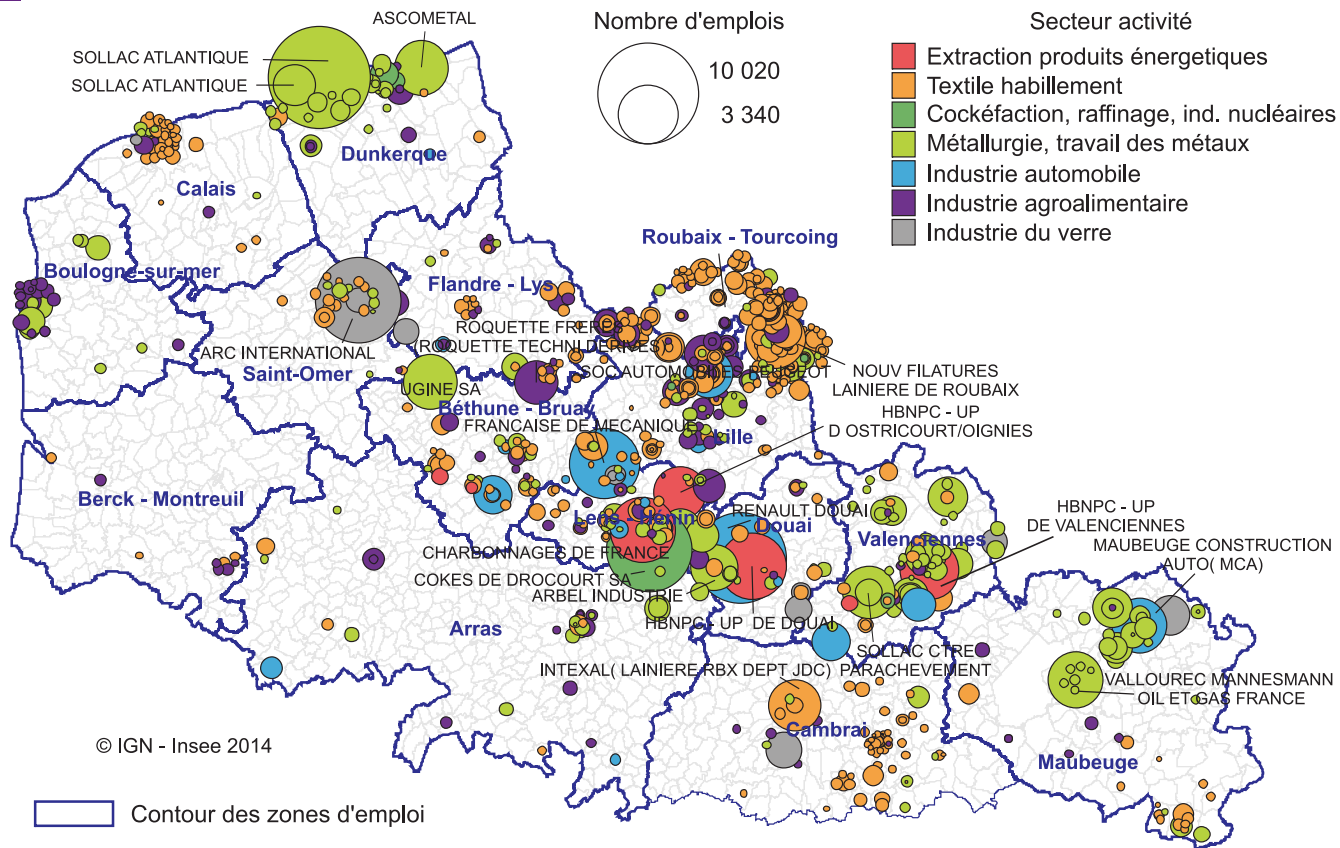
8 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 1975



Source : Insee, recensements de la population.

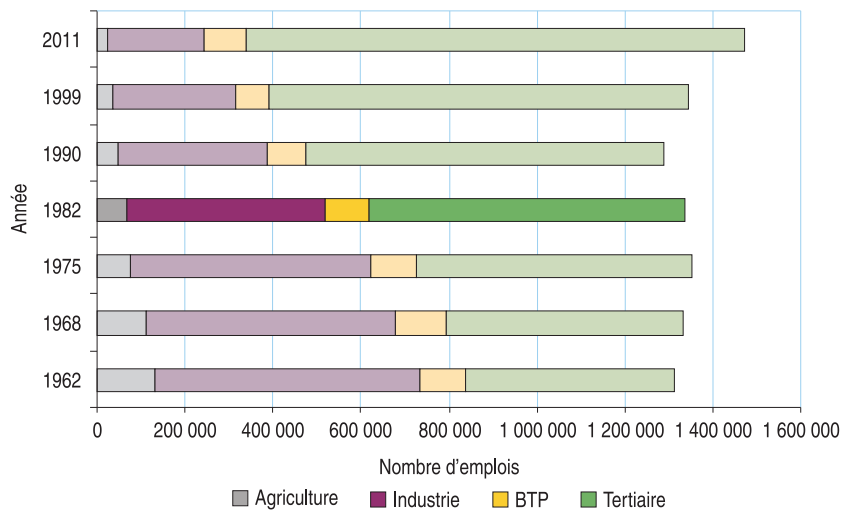
2. Histoire industrielle

9 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 1982



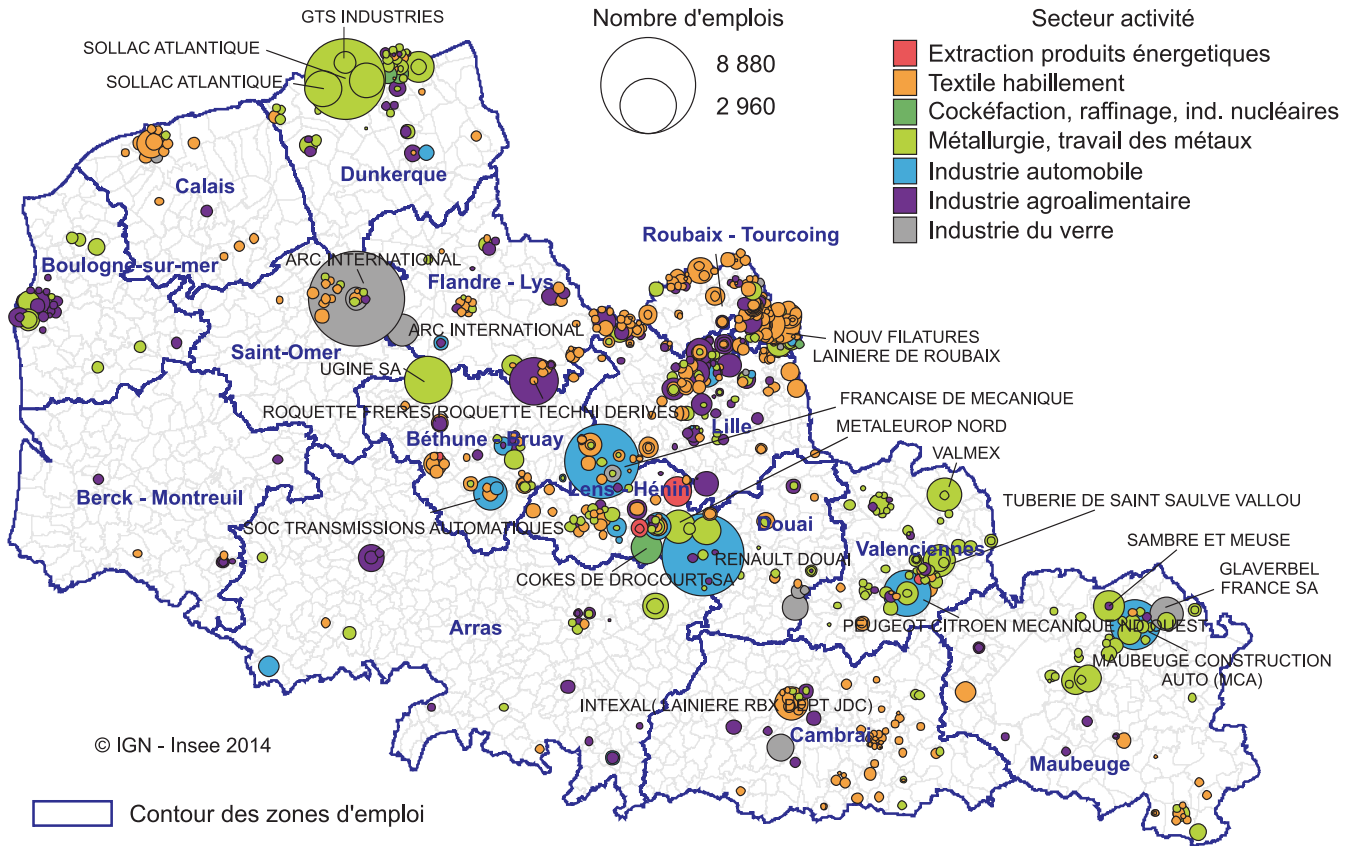
Source : Insee, fichier des grands établissements.

10 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 1982



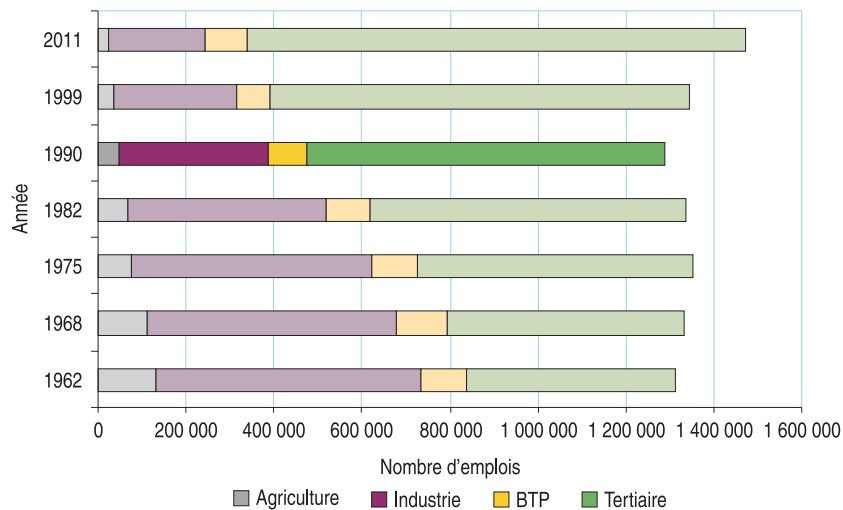
Source : Insee, recensements de la population.

11 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 1990



SSource : Insee, fichier des grands établissements.

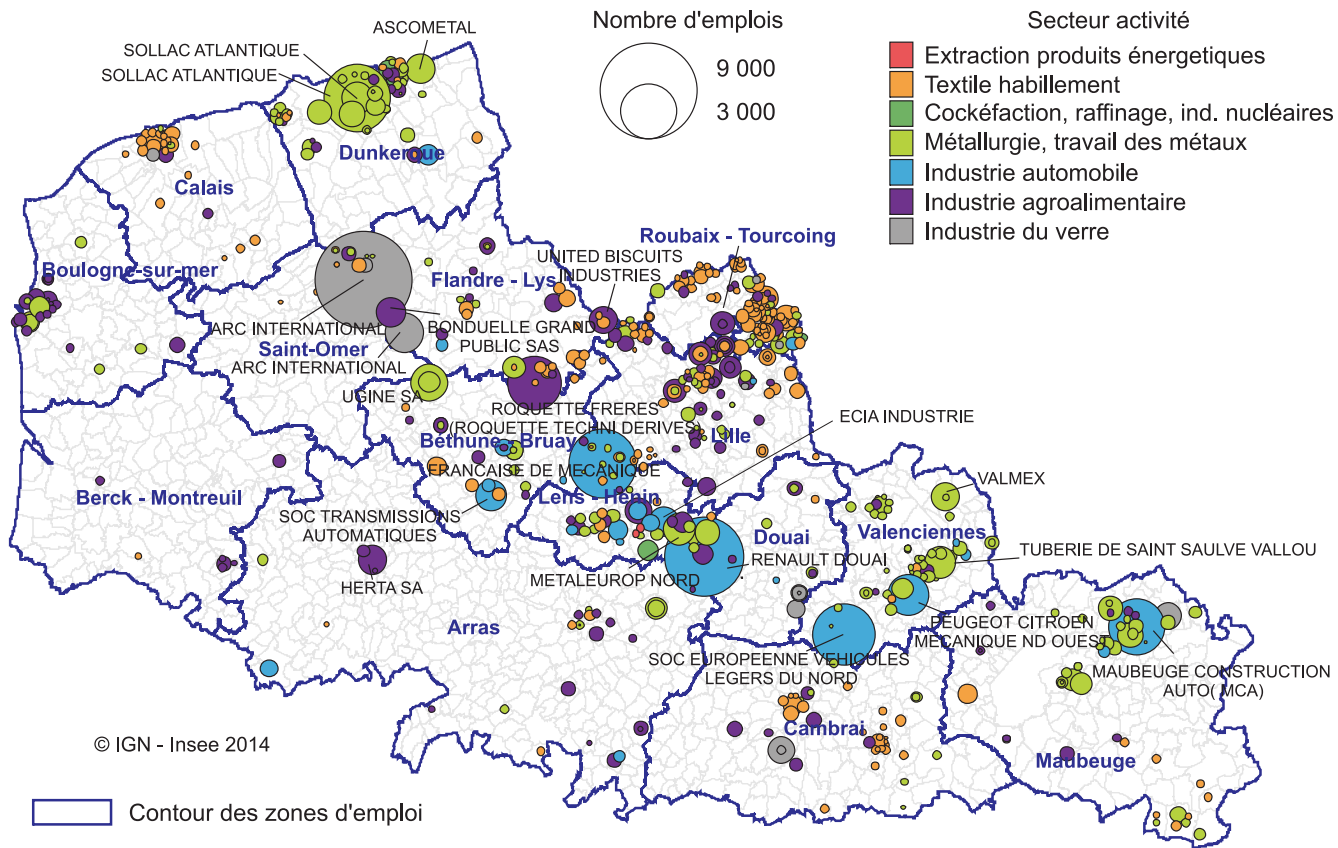
12 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 1990



Source : Insee, recensements de la population.

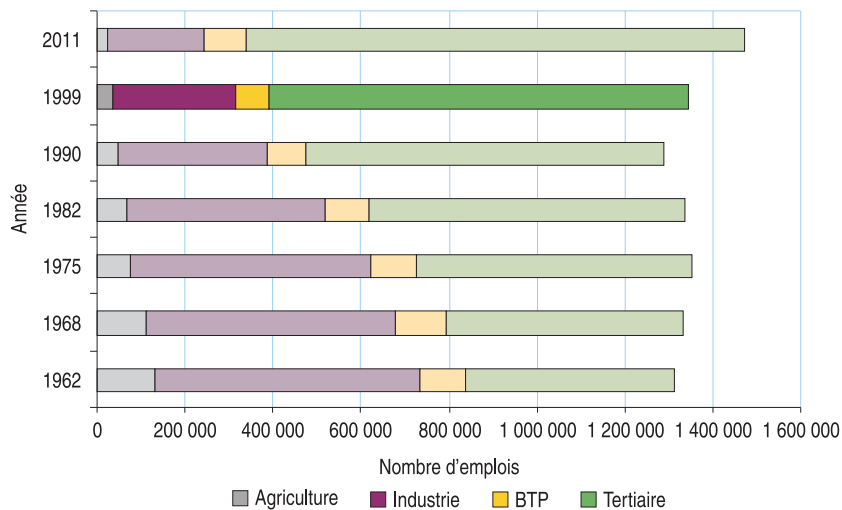
2. Histoire industrielle

13 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 1999



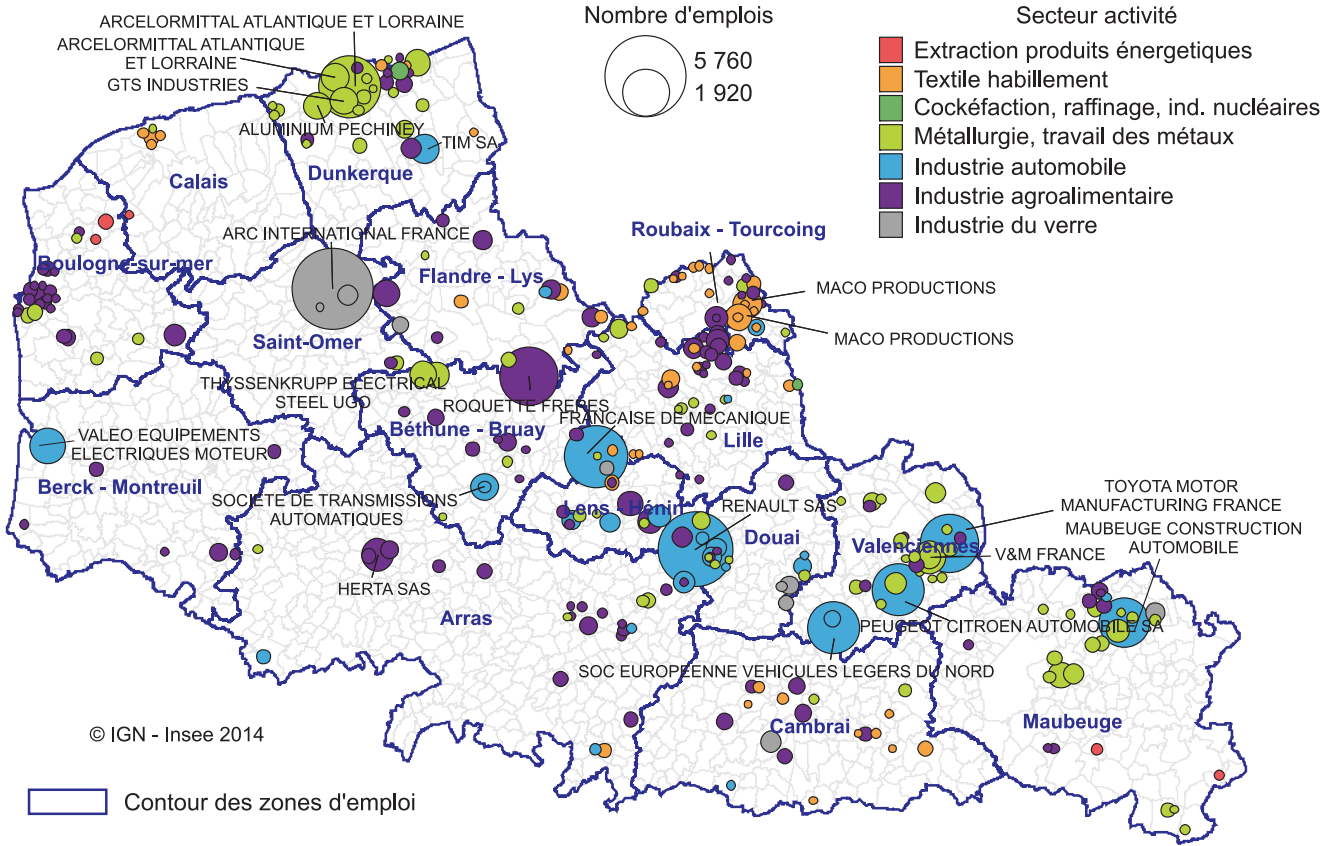
Source : Insee, fichier des grands établissements.

14 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 1999



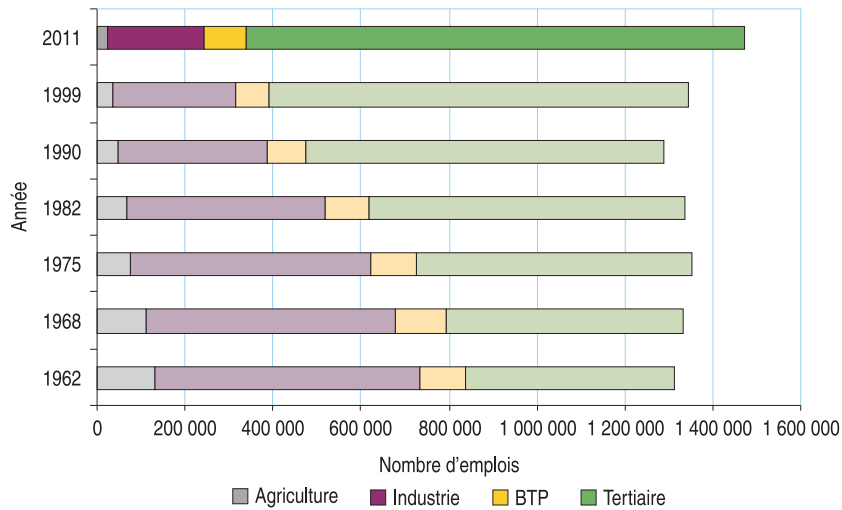
Source : Insee, recensements de la population.

15 Les établissements régionaux de 50 salariés et plus en 2011



Source : Insee, Clap.

16 Répartition de l'emploi total régional par grands secteurs d'activités en 2011



Source : Insee, recensements de la population.

2. Histoire industrielle

Quelques dates clés dans l'industrie

1720 : découverte de charbon à Fresnes-sur-Escaut

1734 : découverte de charbon gras à Anzin

1757 : fondation de la 1^{ère} Compagnie des Mines à Anzin

1769 : invention la machine à vapeur (James Watt)

1785-1789 : invention du métier à tisser mécanique (Edmund Cartwright)

1801 : invention du métier à tisser à l'aide d'aiguilles et de cartes perforées (Joseph-Marie Jacquard)

1825 : création de la **Verrerie d'Arques**

1834 : les frères **Talabot** créent **Les Forges et Laminoirs d'Anzin**

1838 : mise en service de la première ligne ferroviaire minière par la Compagnie d'Anzin

1839 : création de la **fonderie de Denain**

1842 : découverte du gisement minier à Oignies, prolongement du gisement minier vers le Nord-Ouest

1843 : création de l'usine **Motte-Bossut à Roubaix**, une des premières filatures mécanisées

1849 : création de la **Société des hauts-fourneaux et des forges de Denain et Anzin** suite à la fusion de la **Société Talabot** et de l'usine de Denain

1853 : création de la distillerie d'alcool de grains et de genièvre à Marquette-lez-Lille par Louis Bonduelle-Dalle et Louis Lesaffre-Roussel (à l'origine des groupes **Bonduelle et Lesaffre**)

1856 : invention du procédé d'affinage industriel de la fonte pour fabriquer de l'acier (Henry Bessemer)

1860 : invention du moteur à explosion, alimenté au gaz d'éclairage et création d'un carburant permettant de remplacer le gaz (Étienne Lenoir)

1869 : création d'une première usine de la **Compagnie Royale Asturienne à Auby** (plomb-zinc)

1877 : mise au point du procédé Thomas (procédé d'affinage de la fonte par courant d'air) qui permet l'utilisation du minerai lorrain, jusqu'alors trop phosphoreux pour être traité

1884 : mise au point du procédé de fabrication des tubes sans soudure (frères Mannesmann).

1901 : les sept usines de l'entreprise Bonduelle Lesaffre sont partagées entre trois branches familiales : Bonduelle, Lesaffre et Lemaître

1911 : création de **La Lainière de Roubaix** par Jean Prouvost (origine du groupe **La Lainière**)

1920 : création de la fonderie de plomb-zinc-argent **Pennaroya** à Noyelles-Godault

1922 : création de la **filature de laine Saint-Liévin**

1922 : création de la vente par correspondance de laine (**Société Charles Pollet**, future **La Redoute**)

1926 : création de la conserverie **Bonduelle** à Renescure

1926 : la **Lainière de Roubaix** lance les laines **Pingouin**

1933 : création de la féculerie à Lestrem (à l'origine de **Roquette**)

1935 : mise au point de la fabrication du nylon par le chimiste Wallace Carothers

1938 : commercialisation de la première fibre synthétique « nylon » par la firme **Du Pont de Nemours**

1939-1945 : l'entreprise **Lesaffre** produit la première levure sèche active permettant de lutter contre la pénurie alimentaire

1946 : loi de nationalisation et création des **Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais (HBNPC)** et des **Charbonnages de France**

1946 : création du premier réseau de magasins en franchise, spécialisés dans la distribution de fil à tricoter **Phildar**

1948 : création du groupe **Usinor** (Union sidérurgique Nord), fusion des **Forges de Denain Anzin** et des **Aciéries du Nord et de l'Est**

1948 : création de **Sollac**, (coopérative de laminage des sidérurgistes lorrains, intégrée au groupe **ArcelorMittal** aujourd'hui)

1948 : création de la marque **Luminarc** (basée à Arques)

1949 : la **Lainière de Roubaix** lance les chaussettes **Stemm**

1957 : création du Groupe **Vallourec** suite à la fusion de la **Société des Tubes de Valenciennes** et de la **Société Louvroil-Montbard-Aulnoye**

1966 : fusion de la **Lainière de Roubaix** (Prouvost) et des **Établissements François Masurel** de Tourcoing

1968 : invention du procédé de fabrication automatisée de cristal par la **Verrerie Cristallerie d'Arques**

1969 : création de la **Française de Mécanique** à Douvrin

1970 : implantation de **Renault Douai** à Cuincy

1971 : implantation de l'**usine Chausson de Maubeuge** (à l'origine de **MCA**)

1973 : création du groupe **Sacilor** par fusion de **Sacilor** et de **Wendel-Sidelor** (intégré au groupe **ArcelorMittal** aujourd'hui)

1974 : création du site de l'**Imprimerie nationale** à Flers-en-Escrebieux

1979 : création de **Maubeuge Construction Automobile (MCA)**

1979-1980 : création d'une usine de boîtes de vitesses à Trith-Saint-Léger (**Peugeot Citroën**)

1981 : nationalisation de **Sacilor**

1986 : fusion d'**Usinor** et **Sacilor**

1988 : création de **Sevelnord** (Société européenne de véhicules légers du Nord) à Lieu-Saint-Amand (**PSA Peugeot Citroën et Fiat Auto**)

1990 : absorption de **Sollac** par **Usinor**

1999 : création de l'usine **Toyota** de Onnaing

2000 : création du groupe **Arc International**

2002 : création du groupe **Arcelor** (fusion de **Usinor-Arbed-Aceralia**)

2003 : dissolution des **Cokes de Drocourt SA**

2006 : création de **ArcelorMittal** (suite à l'OPA de **Mittal Steel Company** sur **Arcelor**)